

# Merkel et Macron, en « symbiose » pour l'Europe

Sur les réfugiés, l'Etat de droit et le travail détaché, Berlin apprécie la fermeté de Paris envers les pays de l'Est

BRUXELLES - bureau européen  
BERLIN - correspondant

Jusqu'à présent, les M & M's n'étaient qu'une marque de friandises. Désormais, c'est aussi le nom que certains journaux allemands ont donné à l'attelage – soucieux de montrer sa parfaite entente – formé par Emmanuel Macron et Angela Merkel. A l'instar du quotidien conservateur *Bild*, qui, avant leur conférence de presse commune, vendredi 23 juin à Bruxelles, titrait à propos du premier Conseil européen du président français : « M&M dominant maintenant l'Union européenne. »

Cette conférence de presse avait été mise en scène avec soin. Elle a drainé la plupart des médias présents et éclipsé les prises de parole de la première ministre britannique, Theresa May, et des présidents de la Commission et du Conseil, Jean-Claude Juncker et Donald Tusk. Elle s'est par ailleurs déroulée sans accroc, contrairement à celle que M<sup>me</sup> Merkel avait tenue au côté de François Hollande, en septembre 2016 à Bratislava. Le premier ministre italien de l'époque, Matteo Renzi, avait snobé l'occasion, assurant n'avoir pas été convié et gâchant un rendez-vous censé démontrer l'unité des Européens face au Brexit.

## Bienveillance

Cette fois, la chancelière et le chef de l'Etat ont affiché leur « symbiose » sur les grands dossiers, à trois semaines du conseil des ministres franco-allemand du 13 juillet, à Paris. « Sur chacun de ces sujets [défense, sécurité, climat], nous avons travaillé ensem-

ble », a rappelé M. Macron, ajoutant un poncif bruxellois : « Quand la France et l'Allemagne ne sont pas d'accord, l'UE n'avance pas. »

Si le sujet n'était pas sur la table du Conseil européen de jeudi et de vendredi, Berlin a par ailleurs sou-

**Face au retour du couple franco-allemand, les autres Etats n'ont pas manifesté d'hostilité, mais leur attitude est ambivalente**

tenu Paris dans sa volonté de réformer en profondeur la directive sur les travailleurs détachés, en la rendant plus restrictive que le projet en discussion depuis des mois à Bruxelles. Et ce, alors que ce sujet n'est pas une priorité allemande et au risque de heurter des Etats comme la Pologne et la Hongrie, très hostiles à une telle révision.

L'Allemagne a aussi apprécié la posture « musclée » de M. Macron à l'égard des pays de l'Est, Pologne et Hongrie en tête, qui s'obstinent à refuser d'accueillir des réfugiés au motif qu'ils sont musulmans. Le président français avait dénoncé l'attitude de ces pays, qui considéreraient l'UE comme un « supermarché ». Il a pu rencontrer vendredi les dirigeants du groupe de Visegrad, à l'invitation de la Pologne. « Les Allemands apprécient qu'il hausse le ton », affirme un diplomate bruxellois.

A propos de l'Etat de droit, M. Macron peut plus facilement

tenir un discours de vérité que M<sup>me</sup> Merkel, empêchée par les rapports historiques compliqués entre Berlin et Varsovie et gênée par le fait que le premier ministre hongrois, Viktor Orban, appartient, comme la CDU allemande, au même Parti populaire européen.

Mais si les deux dirigeants ont refusé, sans pour autant les nier, de faire étalage de leurs désaccords – rien n'est acquis sur les enjeux les plus lourds, comme le renforcement de la zone euro –, le soutien

de la chancelière à l'agenda d'une « Europe qui protège », décliné aux sujets commerciaux, n'a pas semblé aussi clair. M. Macron tenait à ce que le Conseil appuie la création d'un mécanisme de surveillance des investissements étrangers dans l'UE – visant la Chine, sans le dire. Mais les autres Etats ne l'ont pas suivi, notamment ceux du Sud, comme le Portugal, craignant d'envoyer un signal négatif aux capitaux étrangers.

Au terme de ce conseil, M. Macron a pu comprendre, de surcroît, que celle qu'il appelle désormais « Angela » en public était plutôt disposée à la bienveillance à son égard sur un point qui a empoisonné les relations franco-alle-

mandes ces dernières années. Interrogée sur son éventuelle « inquiétude » à l'idée de voir la France ne pas respecter à la fin de l'année la limite des 3 % de déficit budgétaire imposée par le pacte de stabilité, après avoir affiché un objectif de 2,8 % difficile à tenir, la chancelière a certes rappelé que « le pacte de stabilité fait partie intégrante du cadre juridique de l'UE », mais en précisant que « ce ne sont pas les Allemands qui l'ont inventé ». Une

façon d'afficher une certaine mansuétude ? « Si la France dépasse un peu les 3 % de déficit cette année, nous ne pousserons pas des cris d'orfraie », décrypte un haut fonctionnaire allemand qui suit de près le dossier. Bien sûr, il faut

que la France ait une politique budgétaire sérieuse, mais l'essentiel, c'est d'abord que les réformes structurelles promises par M. Macron, notamment sur le marché du travail, soient engagées. »

## « On n'y est pas encore »

Face au retour du couple franco-allemand, les autres Etats n'ont pas manifesté d'hostilité. Leur attitude est pourtant ambivalente : la plupart ont regretté que la France de M. Hollande ait perdu de son influence à Bruxelles au profit de l'Allemagne et voient donc plutôt d'un bon œil ce dialogue « renouvelé » entre Paris et Berlin.

Mais certains grimacent un peu : revenant sur l'invocation

systématique, ces derniers jours, du « couple Mitterrand-Kohl », un diplomate bon connaisseur des mécanismes européens fait la remarque suivante : « Il y a dix ans, on avait une contribution franco-allemande écrite trente-six heures avant chaque conseil européen, et qui verrouillait les conclusions. On n'y est pas encore. » D'autres font valoir que, dans l'Europe élargie, l'entente entre la France et l'Allemagne est nécessaire, mais pas toujours suffisante. M<sup>me</sup> Merkel et M. Macron auront sans doute l'occasion de le vérifier s'ils confirment le front commun affiché à Bruxelles. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX  
ET THOMAS WIEDER